RÉSUMÉ

1. La République kirghize est un pays enclavé d'Asie centrale. Les transports intérieurs sont entravés par une topographie accidentée et des infrastructures qui ont besoin d'être améliorées. Le PIB actuel par habitant est d'environ 1 400 USD. Un écart de revenus important par rapport à certains pays voisins incite de nombreux citoyens kirghizes, environ un tiers de la population active, à gagner leur vie à l'étranger. Bien que l'agriculture ait encore représenté 18% du PIB en 2019, contre 32% en 2014, la République kirghize devient de plus en plus une économie de services. En outre, elle dispose d'une économie informelle assez importante, notamment dans les activités liées au commerce, à l'hôtellerie, au transport et à l'agriculture, dont on estime qu'elle pourrait représenter entre 24% et 40% du PIB officiel.

2. L'économie kirghize a enregistré plusieurs années de croissance régulière avant l'apparition de la pandémie de COVID-19 en 2020. Le PIB en prix constants a progressé à un rythme annuel compris entre 4% et 5% de 2014 à 2019. L'entrée de la République kirghize dans l'Union économique eurasiatique (UEE) en 2015 a facilité la régularisation des visas et des permis de travail pour les travailleurs kirghizes migrants, et a eu une incidence positive sur les flux bilatéraux de commerce et d'investissement. Les envois de fonds se sont élevés à environ 2,5 milliards d'USD (31% du PIB) en 2017.

3. Les déficits budgétaires du gouvernement central ont affiché une tendance à la baisse ces dernières années, et les autorités cherchent à contenir la dette publique en dessous de 60% du PIB. La dette est en grande partie extérieure et elle est libellée en devises étrangères. En outre, le solde budgétaire exclut les subventions à l'énergie qui restent importantes. Les autorités disposent de peu d'options en matière de politique monétaire et de taux de change. Le compte de capital international est ouvert, et les envois de fonds contribuent à la dollarisation généralisée de l'économie locale. La Banque nationale de la République kirghize vise une inflation de 5% à 7% par an et a officieusement rattaché la som kirghize au dollar américain pour atteindre cet objectif.

4. L'écart très important entre l'épargne intérieure et l'investissement suscite en contrepartie un gros déficit de la balance courante. Un important déficit du commerce des marchandises, d'environ 2 milliards d'USD par an, s'accompagne de déficits beaucoup plus faibles, mais persistants, du commerce des services. La République kirghize importe la plupart des articles manufacturés et est un importateur net de combustibles, de produits minéraux et de produits agricoles, notamment de produits alimentaires transformés, malgré son important potentiel agricole. Les principales sources des importations de marchandises sont la Chine, la Fédération de Russie et le Kazakhstan. Un produit de base (l'or) représente à lui seul une part importante des exportations de marchandises. Les réexportations sont importantes, car les politiques d'ouverture commerciale ont encouragé l'expansion des bazars qui desservent des marchés plus importants en Asie centrale. Les principales destinations des exportations de marchandises sont le Royaume-Uni, le Kazakhstan et la Fédération de Russie.

5. L'économie kirghize pourrait s'être contractée de 10% en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. La fermeture prolongée des frontières et les confinements ont eu des incidences négatives majeures sur des secteurs tels que le commerce, le tourisme et les services liés aux voyages. En outre, les envois de fonds ont nettement diminué, ce qui a eu des répercussions sur la consommation intérieure et le secteur de la construction. L'ancrage de la monnaie a été assoupli en mars 2020, ce qui a entraîné une forte dépréciation de la som kirghize. Les donateurs multilatéraux et bilatéraux ont apporté leur soutien pour atténuer l'écart de financement extérieur anticipé.

6. La mauvaise gouvernance semble être un obstacle majeur au développement d'un climat propice aux affaires et à l'investissement en République kirghize. Les réformes récentes visant à améliorer la qualité de la gouvernance comprennent des mesures destinées à lutter contre la corruption, à renforcer l'intégrité du système judiciaire et d'application des lois, et à améliorer plus généralement l'efficacité et la transparence de l'administration publique.

7. La République kirghize a accepté le Protocole de 2005 portant amendement de l'Accord sur les ADPIC le 6 février 2016 et le Protocole de 2014 relatif à l'Accord sur la facilitation des échanges le 6 décembre 2016. La République kirghize est membre de plusieurs groupes à l'OMC, y compris le Groupe des Membres relevant de l'article XII et le groupe des économies en transition à faible revenu. Elle participe aux discussions menées dans le cadre des initiatives liées aux déclarations

ministérielles conjointes sur la facilitation de l'investissement pour le développement et sur les micro, petites et moyennes entreprises, lancées en décembre 2017. Plusieurs notifications étaient attendues, notamment concernant les licences d'importation et les subventions.

8. La République kirghize est devenue membre de l'UEE le 12 août 2015. Plusieurs accords de libre-échange (ALE) antérieurs à l'adhésion à l'UEE, notamment avec les membres de la Communauté des États indépendants, restent en vigueur. La mise en œuvre du Traité de l'UEE par la République kirghize est soumise à certaines mesures transitoires et certaines exceptions temporaires au tarif douanier unifié (UCT) de l'UEE. En vertu de son appartenance à l'UEE, la République kirghize est partie à l'ALE avec le Viet Nam entré en vigueur en 2016 et à un accord intérimaire ayant abouti à l'établissement d'une zone de libre-échange avec la République islamique d'Iran, entrée en vigueur en octobre 2019. En juillet 2019, la République kirghize a conclu un accord de partenariat et de coopération renforcé avec l'Union européenne.

9. La République kirghize applique un régime d'investissement ouvert, qui prévoit très peu de restrictions officielles concernant l'entrée sur le marché ou la structure du capital, et aucun mécanisme officiel de filtrage. Bien que les faiblesses institutionnelles et les problèmes de mise en œuvre aient rendu le pays moins intéressant sur le plan de l'investissement étranger, les flux entrants d'IED ont récemment augmenté et le pays a amélioré son classement selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. La promotion des industries manufacturières à vocation exportatrice est l'un des principaux objectifs de la politique d'investissement dans les récents programmes nationaux de développement économique. L'IED s'est déplacé des activités minières vers les activités non minières. Au cours de la période 2012-2019, près des trois quarts de l'IED total (7,2 milliards d'USD) ont été dirigés vers le secteur manufacturier; les activités professionnelles, scientifiques et techniques; ainsi que les services financiers. L'investissement étranger provenait principalement de la Chine, de la Fédération de Russie et du Canada.

10. Pendant la période à l'examen, le cadre juridique douanier et les pratiques douanières ont fait l'objet d'importantes révisions à la suite de l'adhésion à l'union douanière de l'UEE; les processus et les procédures sont désormais harmonisés au niveau de l'union douanière. En particulier, le Code des douanes de l'UEE est désormais le principal instrument juridique pour les questions douanières, les recettes douanières sont partagées entre les Parties et la République kirghize reçoit un pourcentage fixe, et les marchandises circulent librement entre les territoires de l'UEE sans qu'une déclaration douanière soit nécessaire.

11. Depuis 2013, la République kirghize a lancé son application de guichet unique, connue sous le nom de Guichet unique du système d'information pour le commerce extérieur (SWIS) ou système Tulpar. En 2020, le SWIS différait des applications de guichet unique des autres États membres de l'UEE, mais des travaux étaient en cours pour assurer l'interopérabilité et le SWIS était en voie de modernisation. La République kirghize est un fervent partisan de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) et œuvre activement à la mise en œuvre de ses dispositions par l'intermédiaire de son Conseil de la facilitation des échanges. La plupart des engagements pris dans le cadre de l'AFE devraient être mis en œuvre d'ici à la fin de 2020.

12. Le régime tarifaire a subi d'importants changements depuis l'adhésion de la République kirghize à l'UEE, car le pays applique désormais l'UCT. De ce fait, le taux moyen appliqué de la nation la plus favorisée (NPF) est passé de 5% en 2012 à 8,4% en 2020, le nombre de lignes en franchise de droits a considérablement diminué et des contingents tarifaires sont désormais appliqués à quatre catégories de produits (divers produits carnés et le sucre de canne brut). La République kirghize a soumis des modifications de ses taux consolidés pour les aligner sur l'UCT de l'UEE en 2015, conformément à l'article XXVIII du GATT de 1994; ces modifications n'ont pas encore été finalisées, de sorte que 3 880 lignes tarifaires dépassent les taux de droit consolidés correspondants dans le cadre de l'OMC. À la suite de la pandémie de COVID-19, l'UEE a accordé un allégement temporaire des droits d'importation pour certaines marchandises dont l'importation est cruciale, par exemple les produits alimentaires, les produits médicaux et les produits pour bébés.

13. La République kirghize continue d'appliquer certains impôts indirects, à savoir la TVA, la taxe d'accise et la taxe de vente, sur les marchandises importées. En outre, pendant la période 2015-2019, les transporteurs de marchandises étrangers devaient verser une redevance pour la lutte contre la pollution de l'environnement lorsqu'ils franchissaient la frontière. Depuis l'examen précédent, les taux des droits d'accise ont augmenté pour la plupart des produits, en particulier pour les produits du tabac. La République kirghize applique un taux de TVA normal de

12% sur la vente de marchandises, de travaux et de services fournis sur son territoire, y compris sur la plupart des importations. Des efforts sont déployés au sein de l'UEE pour harmoniser les impôts indirects.

14. Les restrictions et/ou prohibitions à l'importation et à l'exportation imposées par la République kirghize ont été modifiées pendant la période à l'examen, le pays ayant adopté la Liste unique de mesures de l'UEE. Ainsi, sept catégories de marchandises font l'objet d'une interdiction à l'importation et six d'une interdiction à l'exportation; 15 catégories de marchandises étaient assujetties à l'obtention une licence d'importation et 17 à l'obtention d'une licence d'exportation; et certains produits sidérurgiques faisaient l'objet de mesures de surveillance (licences automatiques). Deux des catégories de produits soumis à une interdiction à l'exportation figurant sur la Liste unique étaient des mesures temporaires invoquées en raison de la pandémie de COVID-19; en outre, la République kirghize a également mis en place au moins deux mesures nationales en vue d'interdire l'exportation de marchandises essentielles pour lutter contre la pandémie. Les règles de l'UEE autorisent l'introduction unilatérale d'obstacles non tarifaires par un État membre, ce qui a permis à la République kirghize d'interdire temporairement l'importation de pétrole et de produits pétroliers par transport motorisé depuis 2019 et d'instaurer des mesures visant à interdire l'exportation de marbre, de travertin et de calcaire.

15. Les règles nationales relatives aux mesures correctives commerciales ont été supprimées progressivement et remplacées par les règles de l'UEE en 2015, de sorte qu'en novembre 2020, il y avait 21 mesures (18 droits antidumping et 3 mesures de sauvegarde) en vigueur qui étaient applicables aux importations dans l'union douanière. La plupart d'entre elles visaient les produits en fer et en acier.

16. Comme pour les importations, le processus d'exportation est facilité par le service en ligne de guichet unique du système Tulpar, qui permet de présenter des déclarations et des documents d'accompagnement par voie électronique. Pendant la période à l'examen, trois résolutions ont été publiées pour imposer des droits à l'exportation sur les déchets et débris de certains métaux ferreux et non ferreux, les peaux brutes de bovidés et d'équidés, et les blocs ou plaques de calcaire non transformés ou grossièrement broyés.

17. La diversification des produits et des marchés d'exportation contribuerait à rendre l'économie kirghize plus productive et à l'axer davantage sur le secteur privé. Depuis 2013, les programmes nationaux de développement économique ont donné la priorité à la création de conditions extérieures favorables à la promotion des exportations de marchandises et de services. La mise en œuvre d'une stratégie commerciale tournée vers l'exportation dans la situation où se trouve la République kirghize pose de sérieux problèmes, notamment parce que les coûts de transport et de logistique sont élevés.

18. Le programme de développement des exportations de la République kirghize pour 2019-2022 vise, entre autres, à renforcer les exportations en améliorant l'accès au financement et en faisant la promotion des exportations. Une initiative a consisté à mettre en place un portail commercial des exportations. L'accès au financement des exportations a été identifié comme devant être amélioré, et a donc été défini comme un domaine prioritaire pour les initiatives futures.

19. La République kirghize applique divers types d'incitations fiscales, notamment: i) déductions fiscales spéciales pour les dépenses de recherche-développement; ii) exemptions de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de la TVA et de la taxe sur les ventes, réduction de l'impôt foncier et calcul simplifié des cotisations sociales pour les entreprises agricoles et de transformation; iii) régime fiscal préférentiel dans certaines régions sur la base d'accords d'investissement conclus avec les autorités locales; iv) exemption de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les investissements importants faisant intervenir du nouveau matériel; v) exemption de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et de la TVA pour la production d'énergie à partir de sources renouvelables; et vi) avantages fiscaux accordés dans le cadre des zones économique franches et des parcs de haute technologie. Plusieurs de ces mesures comportent des conditions d'admissibilité liées aux résultats à l'exportation. Le gouvernement envisage de prendre des mesures pour réduire le nombre et la complexité de ces programmes d'incitation.

20. Pendant la période à l'examen, la plupart des faits nouveaux concernant les normes, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité ont découlé de l'adhésion de la République kirghize à l'UEE. La Loi de 2004 sur les principes fondamentaux de la réglementation

technique, qui reste la principale loi en matière de normes et de règlements techniques, a été modifiée en juin 2019 pour être actualisée et mise en conformité avec le cadre réglementaire de l'UEE. Les règlements techniques de cette dernière sont progressivement devenus applicables en République kirghize pendant la période 2017-2019. Actuellement, 43 règlements techniques de l'UEE sont en vigueur dans le pays et 5 autres devraient prendre effet d'ici à 2022.

21. Depuis le précédent examen, la République kirghize a adopté une législation, y compris des révisions et des modifications de la législation existante, pour mettre en œuvre un cadre sanitaire et phytosanitaire (SPS) commun aux États membres de l'UEE. Les règles de cette dernière comprennent un régime unifié pour les mesures sanitaires, vétérinaires et de quarantaine SPS. D'importants efforts ont été déployés pour moderniser les installations de la République kirghize destinées à la certification des produits exportés. Le pays a également établi son point d'information national pour les questions liées à l'OMC (trois institutions) et l'autorité nationale responsable des notifications pour les questions SPS.

22. La participation de l'État reste un facteur important dans l'économie kirghize. Au 1er juin 2020, on recensait 104 entreprises d'État et 52 sociétés par actions dont l'État était actionnaire. À l'heure actuelle, il n'est pas prévu de procéder à de nouvelles privatisations à grande échelle; la politique relative aux entreprises publiques vise à rationaliser la participation de l'État. Par exemple, des mesures ont été prises pour réorganiser, transformer ou liquider des entreprises publiques et des lignes directrices ont été adoptées en vue de l'utilisation d'indicateurs de résultats clés afin d'évaluer l'efficacité et la stabilité financière de ces entreprises.

23. L'adoption des règles de concurrence de l'UEE a entraîné une évolution notable de la politique de la concurrence. La République kirghize s'emploie activement à actualiser et à modifier ses principales lois sur la concurrence, notamment pour les harmoniser avec la Loi type de l'UEE sur la concurrence. Parmi les principales modifications figuraient la clarification de la détermination de la "position dominante", l'introduction d'un nouveau concept de "surveillance économique et statistique" et la révision des concepts de prix monopolistiques élevés ou bas. La République kirghize applique un certain nombre de mesures visant à imposer un contrôle des prix pour certains produits; du fait de la pandémie de COVID-19, d'autres produits ont été ajoutés à la liste des produits d'importance sociale, qui peuvent faire l'objet de mesures temporaires de contrôle des prix.

24. Pendant la période à l'examen, un certain nombre de faits nouveaux sont survenus dans le domaine des marchés publics, y compris l'ajout d'une disposition relative au traitement national dans la Loi sur les marchés publics et plusieurs autres modifications visant principalement à réduire la corruption et à accroître la transparence. Les autres faits nouveaux incluent la mise en œuvre d'un nouveau processus de traitement des plaintes, l'inscription des fournisseurs peu performants au Registre des fournisseurs déloyaux, la révision des valeurs de seuil pour la passation de marchés, l'introduction d'une marge de préférence de 20% pour les fournisseurs nationaux et la mise en œuvre intégrale de la procédure de passation des marchés publics par voie électronique. Les fournisseurs étrangers représentaient environ 9% de la valeur de l'ensemble des marchés publics passés en 2018. L'accession de la République kirghize à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics était en cours et restait prioritaire pendant la période considérée.

25. En 2017, la République kirghize a adopté une stratégie globale visant à améliorer la protection des droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'une stratégie visant à promouvoir l'innovation. Le régime des droits de propriété intellectuelle a été modifié à plusieurs égards pendant la période considérée. Premièrement, des modifications ont été apportées aux Lois sur le droit d'auteur et les droits connexes, sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés, sur la protection des savoirs traditionnels et sur la protection juridique des programmes d'ordinateur. Deuxièmement, des modifications ont été apportées aux Lois sur les brevets, sur la protection juridique des obtentions végétales et sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine. Troisièmement, des modifications ont été apportées aux lois connexes pertinentes, y compris le Code civil et le Code pénal, et la Loi sur la réglementation douanière. Certaines modifications apportées au régime des droits de propriété intellectuelle résultaient de l'adhésion à l'UEE. Des préoccupations ont été exprimées concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

26. En termes de valeur, les principaux produits de base issus du secteur agricole sont le bétail et la volaille, le lait cru, les légumes, les céréales et les légumineuses et les pommes de terre. La République kirghize importe une large gamme de produits transformés. La politique quinquennale

actuelle met l'accent sur l'irrigation et l'approvisionnement en eau potable, et sur d'autres stratégies visant à développer l'agro-industrie et les systèmes collectifs. L'adhésion à l'UEE a globalement réduit l'accès au marché kirghize pour les fournisseurs NPF, qui sont désormais confrontés à des droits de douane plus élevés, à des contingents tarifaires et à des droits saisonniers ou temporaires dans le cadre du tarif douanier unifié. L'aide publique à l'agriculture, telle qu'elle a été notifiée à l'OMC, consiste principalement en un crédit accordé à des taux préférentiels et en des contributions aux accords de crédit-bail (soutien de la "catégorie orange"), ainsi qu'en des dépenses relatives aux services liés aux infrastructures (mesures de la "catégorie verte").

27. Le secteur minier est un secteur important de l'économie. Une grande mine d'or, Kumtor, située à l'est du pays, représente près de 10% du PIB et les exportations d'or, dont près de 98% proviennent de Kumtor, ont représenté en moyenne environ 35% des exportations kirghizes de marchandises ces dernières années. La forte dépendance de l'État à l'égard de Kumtor comme source de revenus est vue comme un facteur de risque important. Des modifications de la Loi sur les ressources du sous-sol, adoptées le 19 mai 2018, ont entraîné des changements importants dans les critères et procédures d'attribution des licences d'exploitation minière. Elles ont aussi conduit à la mise en place d'un programme social pour améliorer les relations entre la population locale et les utilisateurs du sous-sol.

28. La République kirghize possède des ressources énergétiques abondantes, notamment de l'énergie hydroélectrique et du charbon, et elle pourrait être autosuffisante. Elle dispose de petites réserves de pétrole et de gaz, et dépend fortement des importations pour ces formes d'énergie. Le réseau d'électricité est de taille relativement petite et dépend fortement de quelques installations de production hydroélectriques; ses résultats sont minés par les difficultés financières, du fait principalement que les tarifs de l'électricité sont fixés à un niveau bien inférieur aux coûts. Les importantes pertes d'exploitation des compagnies d'électricité sont financées par l'État. La République kirghize pourrait devoir se tourner vers ses partenaires internationaux de développement pour le financement des investissements nécessaires à la création de nouvelles capacités de production. L'Office national de réglementation du complexe des combustibles et de l'énergie a élaboré une politique tarifaire à moyen terme pour l'énergie électrique et thermique pour 2020-2022. La nouvelle politique tarifaire maintient la séparation des tarifs de l'électricité pour les gros consommateurs et les clients résidentiels. Le Traité de l'UEE prévoit la création de marchés uniques de l'énergie, y compris un marché commun de l'électricité et des marchés communs pour le gaz naturel, le pétrole brut et les produits pétroliers.

29. Le secteur manufacturier continue d'apporter une contribution importante, bien que modeste, à l'économie; au cours de la période à l'examen, il représentait entre 16% et 18% du PIB, et ses parts dans le commerce et l'IED étaient encore plus importantes. Le secteur peut être décrit comme fortement concentré dans un petit nombre de sous-secteurs, à savoir la production et la fabrication de métaux communs et d'ouvrages en métaux, ainsi que l'agro-alimentaire, qui représentent 60% de la production du secteur. Malgré une croissance de la production économique en hausse au cours de la période considérée, le secteur souffre d'une faible productivité, d'un taux élevé d'obsolescence et il a besoin d'investissements. Le secteur manufacturier s'oriente progressivement vers une intégration plus poussée au sein de l'UEE, des travaux étant en cours pour établir des liens de coopération entre les entreprises industrielles et les États membres et pour faire participer les petites et moyennes entreprises aux chaînes de production.

30. Dans l'ensemble, le secteur financier de la République kirghize a amélioré sa solidité et sa stabilité globales pendant la période à l'examen, mais certaines préoccupations subsistaient, telles que l'insolvabilité des banques, l'exposition due aux prêts en dollars EU, la faible diversification et la nécessité d'améliorer les nouvelles possibilités en termes de produits et de financement. Les actifs totaux du secteur financier ont augmenté régulièrement pendant la période considérée et ont plus que doublé depuis 2013. L'un des principaux faits nouveaux survenus par suite de l'adhésion à l'UEE a été l'intégration progressive vers un marché financier commun, qui devrait être achevée d'ici à 2025. La République kirghize est actuellement en phase de transition, le pays étant en train de mettre en œuvre les deux premières phases d'un processus d'intégration plus poussée des marchés financiers au sein de l'UEE, de travailler à la mise en œuvre des règles de Bâle III et de réviser plusieurs lois et règlements pour améliorer les services bancaires à distance, lutter contre le blanchiment d'argent et améliorer la résilience.

31. Le marché des télécommunications affiche un degré de compétitivité croissant dans presque tous ses segments. Les politiques récentes de la République kirghize tiennent compte de l'importance

des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les perspectives de développement du pays. La Stratégie nationale de développement pour 2018-2040 vise à parvenir à une transformation numérique du pays. La principale loi régissant les communications électroniques, la Loi sur les communications par voie électrique et postale, a été modifiée plusieurs fois pendant la période d'examen. Les services publics de télécommunication sont considérés comme des monopoles naturels par la législation kirghize et sont soumis aux règles du Traité de l'UEE concernant les monopoles naturels depuis février 2017. Pendant la période à l'examen, le Règlement sur l'octroi de licences pour l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et le Règlement sur l'octroi de licences dans le domaine des communications par voie électrique et postale sont entrés en vigueur. Le tableau national d'attribution des bandes de fréquences radio a aussi été approuvé, et le plan national de numérotation pour les réseaux de télécommunication a été adopté. Un changement important dans le cadre institutionnel pour l'élaboration des politiques et la réglementation dans le domaine des télécommunications et des TIC est survenu en 2016 avec la création d'un nouvel organisme, le Comité national des technologies de l'information et des communications de la République kirghize (SCITC). Le SCITC a été créé pour permettre une approche mieux coordonnée et plus ciblée des politiques et réglementations liées aux TIC en regroupant plusieurs autorités qui faisaient auparavant partie d'autres organismes. Tandis que le SCITC est responsable de la mise en œuvre de la politique nationale globale dans ce domaine, l'Agence nationale des communications (SCA), qui dépend du SCITC, est l'autorité de réglementation des télécommunications.

32. La République kirghize fait face à des coûts de transport élevés, et renforcer ses capacités en matière de transit et de commerce requiert d'améliorer la connectivité du pays aux niveaux national et international. Les récents programmes nationaux de développement économique ont identifié le transport comme un secteur stratégique; ces programmes visent à faire du pays un pays de transit pour les passagers et les marchandises. Les projets d'infrastructures de transport prévus dans ces programmes comprennent notamment la réhabilitation de cinq autoroutes qui sont utilisées comme des corridors de transport international et la conservation et l'amélioration du réseau national de routes asphaltées. L'adhésion de la République kirghize à l'UEE a été un facteur important dans l'élaboration des politiques de transport pendant la période à l'examen. Le Traité de l'UEE vise à créer un espace de transport commun dans l'UEE d'ici à 2025. À cette fin, deux plans d'action ont été adoptés en 2017; ils couvrent la période 2018-2020 et leur mise en œuvre servira de base à la suppression, d'ici à 2025, de toutes les restrictions existantes visant les services de transport. La République kirghize a supprimé l'obligation faite aux transporteurs issus d'États membres de l'UEE d'obtenir un permis avant que le trajet soit entrepris, et est en train d'adopter des dispositions législatives visant à assouplir les restrictions relatives au cabotage pour les transporteurs issus d'États membres de l'UEE.

33. La République kirghize dispose d'un potentiel unique en ce qui concerne les voyages et les activités de loisir. Les mesures visant à faciliter le tourisme prises par le gouvernement pendant la période à l'examen comprenaient la libéralisation des régimes de visas et les modifications apportées au Code du transport aérien, entrées en vigueur le 25 janvier 2019, qui reflétaient l'adoption d'une politique de ciel ouvert. Les statistiques montrent qu'un nombre croissant de visiteurs se rend en République kirghize. Le secteur du tourisme est en expansion, mais il rencontre toujours plusieurs difficultés. L'infrastructure s'améliore lentement, mais, après deux décennies de dégradation, des dépenses d'investissement importantes sont nécessaires pour inverser la tendance. Un programme gouvernemental pour le développement du secteur du tourisme sur la période 2019-2023 a été établi. Le tourisme durable est également identifié comme un domaine prioritaire dans la Stratégie nationale de développement pour 2018-2040.